

milliards d'euros de la BCE pour 3 ans aux banques, ndlr), avec, en échange, des fictions comme la dette grecque, irlandaise,... Bien sûr, on impose des décotes aux déposants. Mais tout le monde sait que le calcul a été mal fait. La question se pose aujourd'hui. La BCE a-t-elle accepté de la dette espagnole avec la décote qu'il fallait? Bien sûr que non, ce sont tous des cadeaux. Les banques européennes sont déjà sous l'eau.

Regardez la Belgique et Dexia. Est-ce qu'on peut se permettre de mettre 2,9 milliards aujourd'hui, peut-être 4 milliards demain,... Non. Car il faudra couper dans le reste pour le faire, dans les classes de rattrapage, dans la médecine préventive,... Il y a des choix de société qu'on ne peut pas jeter comme cela à la poubelle. Le seul moyen de s'en sortir, le seul moyen qu'on connaît dans l'histoire, c'est de faire un défaut de paiement, de remettre les compteurs à zéro.

Pour ficeler le budget, il y a eu le mois passé une discussion en Belgique sur l'indexation des salaires. Qu'en pensez-vous?

Il ne faut jamais abandonner l'indexation des salaires. Le problème c'est que les salaires sont trop bas. En les gelant, ça ne va pas améliorer les choses. Quand on s'est rendu compte de la gravité de la situation il y a deux ans, on a commencé à parler d'austérité. C'était la pire des options. C'est une solution qui n'a jamais marché. On dit qu'on va augmenter la compétitivité en diminuant les salaires, donc les gens vont nous acheter davantage de produits parce que nos coûts ont diminué. C'est ridicule: le commerce international est bloqué. Il suffit de regarder le Baltic Dry Index (indice financier qui mesure les prix du transport maritime de matières sèches, ndlr). Les bateaux ne circulent plus. L'idée qu'on va vendre davantage aux autres, c'est un rêve du 19^e siècle. Si on veut faire repartir l'industrie, il faut revenir à son propre marché, là où les gens du pays lui-même achètent leurs biens. Je sais qu'il y a eu désindustrialisation, la plupart des produits ne sont plus construits ni en Belgique, ni en Europe. Mais il faut revenir à cela.

On invoque souvent le coût du travail...

Il n'y a pas de coût du travail. C'est une invention de la comptabilité.



Misère de la pensée économique
Paul Jorion
355 pages, 29 euros
Editions Fayard

«Il y aura encore, comme en 2008, une grande catastrophe à laquelle on n'a pas pensé. Le système s'est à ce point fragilisé qu'on ne sait plus à quel endroit ça va s'écrouler.»

J'utiliserais les termes qu'on employait au 19^e siècle. Le travail, c'est l'avance pour réaliser, pour produire. En comptabilité, on s'est habitué à mettre ça dans la colonne des coûts, comme quelque chose qui pourrait être accessoire. Sans le travail, rien ne peut être fait.

On va supprimer Ford à Genk, et on va recréer une usine ailleurs. Va-t-on pour autant recréer 3.500 emplois? Non. S'il y en a 1.000, ce sera beaucoup. Parce qu'on remplace les gens par des machines, les cerveaux par des logiciels. Ce qui est en train de se passer, ce n'est pas que le travail est trop cher, c'est qu'il est en train de disparaître. On confond deux choses qui n'ont aucun rapport. Les décisions que les êtres humains prenaient sont prises par des ordinateurs. On voit le résultat sur les places boursières.

La question qu'il faut se poser, c'est: puisque le travail disparaît, comment peut-on générer des revenus? On produit des marchandises, mais il n'y a plus personne pour les acheter.

Dans votre dernier livre, vous proposez dix réformes: sur la spéculation, les paradis fiscaux, les stock options,... Laquelle est pour vous la plus importante?

Elles se tiennent toutes. Si on les fait séparément, on crée d'autres problèmes. Par exemple, je propose qu'on revienne aux lois du 19^e siècle qui interdisaient la spéculation, celle au sens bien précis de parier sur l'évolution des prix, au sens de la loi de 1867 en Belgique, et celle de 1885 en France. Si on fait cela du jour au lendemain, il y a des sommes faramineuses qui, ne sachant plus où aller, vont se retrouver dans l'immobilier, dans les terres agricoles, les matières premières...

On aura une inflation intenable. Si on laisse les paradis fiscaux ouverts, l'argent ira se placer là-bas. Donc il faut envisager mes mesures ensemble, peut-être pas toutes, mais on ne peut pas les prendre une par une.

La mesure la plus importante est la redistribution des revenus. Comme je l'ai dit, la structure déséquilibrée qui existe aujourd'hui alimente cette machine à concentrer la richesse. On ne peut pas continuer comme ça. On a pris l'habitude, comme c'est le cas en Belgique, d'imposer moins les re-

venus du capital que les revenus du travail. C'est complètement fou! C'est exactement le contraire qu'on doit faire. Le travail, avec le chômage qu'on connaît aujourd'hui, il faut l'encourager. Il faut donc défiscaliser autant que possible le travail, et décourager les revenus du capital. J'anime souvent des clubs de banquiers, je n'ai jamais vu personne qui réfutait l'argument de la concentration de la richesse et des problèmes qu'elle génère. C'est une bombe à retardement, à désamorcer au plus vite.

Quel est votre pronostic sur les événements qui peuvent encore nous arriver?

Il y aura encore, comme en 2008, une grande catastrophe à laquelle on n'a pas pensé. Le système s'est à ce point fragilisé qu'on ne sait plus à quel endroit ça va s'écrouler. En septembre 2008, après la faillite de Lehman Brothers, on savait qu'il y avait un problème avec les «crédit default swaps» (produits financiers assurant les risques crédit, ndlr) d'AIG, mais personne n'a pensé aux marchés monétaires, ceux qui se basent sur les dettes émises à moins d'un an. Et ça, on le sait puisqu'on a l'intégralité des discussions entre les autorités américaines sur les conséquences d'une faillite de Lehman. Or, c'est celui-là qui s'est écroulé.

Aujourd'hui, on a les problèmes prévisibles: l'Espagne va devoir d'un jour à l'autre faire appel à la Banque centrale européenne. Mais il y a aussi les catastrophes imprévisibles. Vu la fragilité du système économique, comme la digue d'un barrage qui s'est fragilisé au fil des années, on ne sait exactement où ça va péter. Quand on voit ces prêts à trois ans de la Banque centrale européenne, cela ne fait que laisser aux banques un peu de temps pour respirer. Il faudra un jour les rembourser. Or à quoi sert cet argent? À financer l'économie? Non, c'est pour remplir les conditions de provisions pour entrer dans les normes de Bâle (réglementations qui visent à augmenter le capital des banques, ndlr). On n'est pas du côté des solutions définitives. Ce sont des solutions de court terme, pour gagner du temps. Il nous faudrait une vision plus globale. Un défaut généralisé de la zone euro, comme je le propose, c'est un sauvetage de l'euro, le seul qui soit encore faisable.